

|  |  |
| --- | --- |
| **Nº 50/2018** | **19 novembre 2018** |

**Il est essentiel d’investir dans une mobilité propre: tel est le message délivré par les membres du CESE lors d’une conférence à haut niveau   
organisée à Vienne**

**Une mobilité sûre et propre est cruciale pour l’avenir de l’Europe. À l’occasion de la conférence à haut niveau organisée à Vienne, les 15 et 16 novembre 2018, les membres du CESE ont fait le point sur la situation de la mobilité dans l’UE et ont souligné, une fois encore, l’importance fondamentale de s’engager fermement dans cette voie pour le développement de la politique européenne des transports à l’avenir.**

La politique européenne des transports est à la croisée des chemins. Nous devons investir dans une mobilité propre et renouvelée, sans quoi nous ne pourrons plus agir à temps pour notre planète. Tel est le principal message qui a été délivré lors de la [conférence](https://www.eesc.europa.eu/fr/agenda/our-events/events/conference-haut-niveau-sur-la-mobilite-propre) à haut niveau sur la mobilité propre organisée à Vienne, les 15 et 16 novembre 2018, par le Comité économique et social européen (CESE) et sa section «Transports, énergie, infrastructures et société de l’information» (TEN), en coopération avec les chemins de fer fédéraux autrichiens (ÖBB).

Le président de la section TEN, **M. Pierre Jean Coulon**, a souligné le caractère essentiel d’une coopération suivie entre tous les acteurs sur le terrain, au niveau national et à l’échelon européen, en particulier à la veille des élections européennes qui se dérouleront l’année prochaine: «En travaillant tous ensemble, la société civile et les représentants des institutions construiront une Europe meilleure. Il faut un engagement ferme de la part de tous les acteurs concernés pour faire de la mobilité propre une réalité.»

Cette manifestation a donné lieu à un échange de vues fructueux entre des organisations de la société civile, des parties prenantes, des experts et des responsables nationaux et européens à haut niveau concernant les progrès accomplis dans le cadre de la politique européenne des transports. Le débat a permis de faire l’inventaire des défis actuels et futurs et a porté plus particulièrement sur l’intermodalité et les corridors, la mobilité verte et les difficultés auxquelles se heurtent les conurbations.

**L’INTERMODALITÉ ET LES CORRIDORS**

L’intermodalité est reconnue comme une approche des transports ayant une incidence moindre sur l’environnement et comme un moyen de désengorger les infrastructures de transport routier. Afin de mettre en place un réseau intermodal pleinement intégré et d’assurer le bon fonctionnement du marché unique de l’UE, il faut développer la planification transfrontière au niveau des corridors du réseau transeuropéen de transport (RTE-T). Nous pourrons de cette manière interconnecter l’ensemble des différents modes de transport et éviter les goulets d’étranglement.

«À l’avenir, nous devrons combiner de façon indissociable les transports et les plateformes numériques», a fait observer **M. Alberto Mazzola**, membre du CESE, soulignant par ailleurs que de nombreuses interrogations essentielles concernant les infrastructures et les questions de réglementation restent pour l’heure sans réponse. «Pour développer et améliorer les corridors, il est fondamental de nouer un dialogue entre les autorités et la société civile», a-t-il précisé.

**LA MOBILITÉ VERTE**

L’UE ne pourra atteindre ses objectifs en matière de climat que si elle progresse rapidement sur la voie d’une décarbonation des transports. Cette démarche implique des efforts sérieux pour réduire la consommation de carbone dans les transports aériens, un passage de l’avion au train pour les trajets de moins de 750 km, la poursuite de la décarbonation du transport routier, y compris le déploiement à grande échelle des infrastructures de recharge des véhicules électriques, ainsi que d’autres mesures pour passer du transport privé au transport public dans les villes.

À cet égard, la société nationale des chemins de fer autrichiens est engagée sur la bonne voie: elle est non seulement le plus grand prestataire de services de mobilité en Autriche, mais aussi l’entreprise du pays la plus engagée dans la lutte contre le changement climatique, comme l’a souligné **M. Andreas Matthä**, directeur général de la société holding du groupe. «Notre objectif directeur, en tant que groupe, est de parvenir à la neutralité carbone», a-t-il déclaré. «C’est pourquoi l’ÖBB a défini sa propre “stratégie de lutte contre le changement climatique à l’horizon 2030”, qui prévoit six grands domaines d’action: l’électrification, les systèmes de propulsion de substitution dans le transport routier et le transport ferroviaire, les énergies renouvelables, l’efficacité énergétique et le transfert modal de la route vers le rail.»

**M. Graham Watson**, membre du CESE, a rappelé les mesures positives prises par la Commission européenne dans le cadre de ses initiatives visant à décarboner le secteur des transports, en particulier en accélérant la mise en place d’infrastructures pour les carburants de substitution, l’objectif étant de parvenir à zéro émission de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques d’ici à 2050. Cependant, a-t-il ajouté, «nous trouvons inquiétant que les mesures nationales prévues par les États membres pour mener à bien la décarbonation soient, en l’état, insuffisantes pour atteindre leurs objectifs déclarés, et que, de ce fait, le “plan d’action relatif à l’infrastructure pour carburants alternatifs” soit très probablement voué à l’échec».

**LES DÉFIS POUR LES CONURBATIONS**

Environ 70 % de la population de l’UE se concentre dans les villes, qui sont à l’origine de 80 % du PIB de l’Union. L’urbanisation continue représente à la fois une chance et un défi. Offrir une qualité de vie élevée dans les villes implique des évolutions intelligentes, des formes de mobilité écologiquement compatibles, la propreté de l’air et un faible niveau de bruit dû à la circulation, d’une part, ainsi qu’une infrastructure de transport développée de façon optimale et des emplois de qualité dans le secteur des transports, d’autre part.

**M. Thomas Kattnig**, membre du CESE, a insisté sur le fait qu’il est essentiel de développer une coordination poussée et cohérente entre l’ensemble des instances décisionnelles publiques et privées, à tous les niveaux, précisant que «les plans de mobilité urbaine durable doivent devenir une priorité à tous les niveaux dans l’Union.Nous avons besoin de plans qui soient compatibles avec les objectifs fixés dans le domaine du climat, de l’environnement et de l’énergie, de la protection de la santé et des gains de temps et d’énergie, qui sont des leviers essentiels de l’économie».

**Contexte**

Le CESE mène actuellement des travaux concernant les trois trains de mesures relatives à la mobilité que la Commission européenne a publiés dans le cadre de son initiative sur «L’Europe en mouvement». Pour obtenir de plus amples informations, veuillez consulter le [site web](https://www.eesc.europa.eu/fr/agenda/our-events/events/high-level-conference-clean-mobility/opinions) et les [publications](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/publications-other-work/publications/politique-europeenne-des-transports-leurope-en-mouvement-volume-1) de la section TEN.

**Pour de plus amples informations, veuillez prendre contact avec:**

# Service de presse du CESE – Marco Pezzani +32 (0)2 546 97 93 Mobile: +32 (0)470 881 903

[marco.pezzani@eesc.europa.eu](mailto:marco.pezzani@eesc.europa.eu)

# **@EESC\_PRESS**

[VIDÉO: Comment le CESE influence-t-il le cours des choses?](https://www.eesc.europa.eu/fr/news-media/videos/la-voix-de-la-societe-civile-europeenne-le-cese-oeuvre-pour-vous)

*Le Comité économique et social européen est un organe institutionnel consultatif, établi en 1957 par le traité de Rome. Il compte 350 membres venus de l’Europe entière, qui sont nommés par le Conseil. Il assure la représentation des différentes composantes à caractère économique et social de la société civile organisée. Grâce à sa mission de consultation, ses membres, et donc les organisations qu’ils représentent, peuvent participer au processus décisionnel de l’Union européenne.*

Si vous ne souhaitez plus recevoir de messages de notre part, merci de nous envoyer un courriel à l’adresse [press@eesc.europa.eu](mailto:press@eesc.europa.eu).